

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 72 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2671 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

Guerre en Syrie : un chaos dont l'impérialisme est responsable

Retraites : ne nous laissons pas abuser par les patrons et leurs représentants !

Page 3

Ça roule pour les patrons !

Page 5

Crise climatique : agir contre le système capitaliste

Page 7

Victoire des postiers grévistes de l'Est

Page 10

Haïti

Colère contre le pouvoir

Page 11



Guerre en Syrie : un chaos dont l'impérialisme est responsable

En annonçant dès le 7 octobre le retrait des forces spéciales américaines présentes dans le nord de la Syrie, Trump a donné le feu vert à Erdogan pour lancer l'armée turque contre les Kurdes syriens. Le cynisme avec lequel les dirigeants américains ont ainsi abandonné ceux sur qui ils s'étaient appuyés pour reconquérir les territoires contrôlés par Daech choque légitimement partout dans le monde.

Mais, si le cynisme des grandes puissances est sans limite, il n'est pas nouveau. Si les peuples du Moyen-Orient, de la Syrie à l'Afghanistan en passant par l'Irak et l'Iran, subissent les guerres et les destructions depuis quarante ans, la responsabilité en incombe directement aux puissances impérialistes. Les États-Unis, gendarme du monde, sont à la manœuvre aujourd'hui, mais ils ont été suivis, ou précédés selon les épisodes, par la France et la Grande-Bretagne, les premières à avoir dépecé cette région stratégique, riche en pétrole, en y traçant des frontières arbitraires, coupant notamment les populations kurdes en quatre morceaux. Cette politique criminelle n'a fait que se poursuivre et s'approfondir.

Dès 1979, la CIA a financé et équipé les milices islamiques qui combattaient la présence soviétique en Afghanistan. Ce soutien a permis à un certain Oussama Ben Laden de faire ses classes et de tisser un réseau solide, avant de se retourner contre ses maîtres en fondant al-Qaïda. Le djihadisme, dont l'éradication sert aujourd'hui à justifier interventions militaires et lois sécuritaires au nom de la « lutte contre le terrorisme », est un produit direct des manœuvres impérialistes.

En 2011, le démocrate Obama a retiré les troupes américaines de l'Irak, que le républicain Bush junior avait envahi en 2003 sous prétexte des attentats du 11-Septembre, dont les Irakiens n'étaient en rien responsables. L'armée et les services spéciaux américains ne laissaient pas alors « un Irak souverain, stable et autonome », comme le prétendait Obama. Ils laissaient un peuple meurtri et un pays détruit par la guerre civile, découpé par leurs soins en zones confessionnelles sur lesquelles prospéraient des milices islamistes de diverses obédiences. Parmi elles, il y avait al-Qaïda en Irak et son leader al-Baghdadi, futur fondateur de Daech.

Quand, en 2011, le Printemps arabe toucha la Syrie, l'intervention des grandes puissances ne visa pas, quoi qu'elles en disent, à appuyer les aspirations sociales et démocratiques de la population face à la dictature de Bachar al-Assad. Après une période d'observation prudente, elles voulurent profiter de la situation pour tenter de remplacer le régime d'Assad par un autre, plus docile à leurs intérêts. Elles agirent pour remplacer la contestation sociale par une guerre civile et confessionnelle. Elles le firent directement et par l'intermédiaire d'alliés régionaux en rivalité entre eux, l'Arabie saoudite et la Turquie, mais aussi le Qatar, l'Égypte et l'Iran, pourtant ostracisé par les États-Unis. Ces interventions des puissances régionales, tour à tour encouragées et modérées par les États-Unis, transformèrent la Syrie en champ de bataille entre milices concurrentes. Cela juge sans appel les discours des dirigeants occidentaux sur la démocratie, les droits des peuples, des femmes ou des minorités opprimées.

Quand l'une de ces milices, Daech, née en Irak, réussit à s'imposer sur un vaste territoire en proclamant l'État islamique au Levant et en Irak, les grandes puissances durent changer leur fusil d'épaule. D'un côté, elles remirent le dictateur Assad dans le jeu. De l'autre, elles formèrent une coalition pour combattre Daech. Les États-Unis et leurs alliés s'appuyèrent sur les milices kurdes syriennes, encadrées par leurs conseillers militaires et appuyées par leurs avions. Au prix de lourdes pertes, les milices kurdes du YPG et les Forces démocratiques syriennes (FDS) reconquirent, ville par ville, le territoire occupé par Daech.

Comme ceux du Kurdistan irakien, les nationalistes kurdes de Syrie espéraient profiter de cette alliance pour conserver durablement le petit espace d'autonomie conquis au nord du pays à la faveur de la guerre civile. L'espoir aura été de courte durée. Si l'on ignore quels marchandages ont eu lieu entre Trump et Erdogan, quels sont les calculs américains, ces derniers ont sacrifié les Kurdes pour satisfaire leur allié turc, hostile à un Kurdistan autonome à ses frontières et prêt à une aventure militaire pour redorer son blason. En même temps, les États-Unis redeviennent, à travers la Turquie, un acteur de la guerre civile syrienne, quitte même à la relancer.

Cette trahison montre encore une fois que l'ordre mondial imposé par les grandes puissances ne laisse aucune

Suite page suivante

place à l'autodétermination des peuples. Qu'il s'agisse des Kurdes, des Palestiniens ou d'autres, elles n'agissent qu'en fonction de leurs propres intérêts et de ceux de leurs sociétés, pétrolières ou autres.

La domination de l'impérialisme ne mène qu'au chaos et à la guerre permanente, comme le montrent les exemples de la Syrie, de l'Irak et du Moyen-Orient dans son ensemble ; avec le risque de plonger le monde dans une guerre généralisée.

LEUR SOCIÉTÉ

À bas la politique anti-ouvrière de Macron et des patrons !

Macron, représentant en chef des intérêts de la bourgeoisie française, sera à La Réunion les 23, 24 et 25 octobre prochains. Son arrivée aurait mérité un « accueil » dès le premier jour, dès son débarquement à Gillot, à la hauteur des attaques que lui et son gouvernement ne cessent de porter contre les travailleurs, les chômeurs et les retraités.

Mais les organisations syndicales de travailleurs en ont décidé autrement. L'Intersyndicale souhaite déclarer-t-elle « l'alerter sur la situation sociale de La Réunion, l'absence de réponse à la hauteur des enjeux en

matière d'emplois, salaires, retraites, vie chère, logement, services publics, indemnisation-chômage et sur le fait que les politiques menées aggravent encore davantage les difficultés sociales de la population ».

Comme si Macron qui, depuis son élection, ne se distingue que dans sa hargne à s'en prendre aux droits et au niveau de vie des travailleurs, n'était pas conscient de la politique qu'il menait !

Comme si Macron pourrait être préoccupé du sort des exploités, lui qui n'agit qu'en faveur des patrons et des exploités en général !

Macron est un ennemi juré de la classe ouvrière et c'est en tant que tel qu'il doit être « accueilli » !

L'Intersyndicale appelle cependant à manifester le 24 octobre à Saint-Denis. Les rues de la capitale doivent résonner ce jour-là des cris de rejet de sa politique par le plus grand nombre de travailleurs possible. Macron est de passage, mais la lutte contre la politique anti-ouvrière du patronat et du gouvernement devra s'amplifier par la suite si nous ne voulons pas payer la crise du système capitaliste à la place des patrons !

Retraites : ne nous laissons pas abuser par les patrons et leurs représentants !

À quelques jours de la venue de Macron, le président des riches, à La Réunion, le nouveau référent réunionnais de La République En Marche, Farid Mangrolia, a déclaré, tel un perroquet, que « *Le chef de l'État a rappelé que nous pouvions "être fiers de notre système de retraites", que "c'était un bon modèle" mais qu'il n'était "plus adapté au monde dans lequel nous sommes" et qu'il fallait préserver le principe intangible selon lequel "ceux qui travaillent aident ceux qui ont travaillé"* ».

Encore un qui prétend que les caisses de retraite seront bientôt à sec et que la seule façon de préserver leur équilibre c'est d'imposer aux travailleurs de trimer jusqu'à plus d'âge et d'accepter une baisse du montant de leurs futures pensions.

Et bien, ça ne prend pas ! Ce que les travailleurs doivent exiger et imposer, c'est que ce soit au contraire les patrons, tous ceux qui vivent de leur exploitation, qui passent à la caisse, qu'on prenne sur leurs profits,

leurs fortunes accumulées sur le dos de la société pour augmenter salaires et retraites, mais aussi pour financer la dépendance de nos anciens !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 26 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 27 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 8 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 9 NOVEMBRE de 9H00 à 10H30**

Dîner dansant de Lutte ouvrière

Le dîner dansant de Lutte ouvrière s'est déroulé samedi 5 octobre au soir. Une banderole accueillait les convives « Lutte ouvrière le camp des travailleurs ».

Jean Yves Payet, porte-parole régional de Lutte ouvrière, a réaffirmé la nécessité du combat communiste :

« Aujourd'hui, beaucoup de jeunes, de travailleurs, sont conscients que ce système marche sur la tête. Par exemple ceux qui manifestent avec les Gilets Jaunes. Ou ces jeunes qui se retrouvent dans les manifestations pour le climat. Ou ces hommes et ces femmes qui aident les réfugiés, qui partent en mer pour les sauver... mais le problème c'est que toute cette énergie contre un aspect révoltant de la situation, ne suffit pas à éradiquer la racine du mal.

Ceux que la société révolte par tel ou tel aspect, doivent prendre conscience qu'à la base c'est le système capitaliste qu'il faut remettre en cause, et que le levier social qui permettra d'en finir une fois pour toutes, ce sont les bataillons de la classe ouvrière.

Oui, nous sommes communistes,



c'est à dire que nous militons pour le pouvoir des travailleurs, pour que ce soit les travailleurs qui décident, en répondant aux problèmes de la société. Car ils sont les premiers concernés. Ce sont par exemple les gens qui travaillent dans les hôpitaux qui doivent décider combien d'infirmières il faut, quel est le volume horaire acceptable... Ce sont les travailleurs des entreprises qui doivent dire comment travailler dans de bonnes conditions, sans risquer sa vie et sa santé. Et même au-delà de ça, ce sont les travailleurs qui doivent décider ce que l'on produit, comment, et pourquoi.

On doit produire en fonction des

besoins de la population en se partageant le travail, et pas pour accroître la fortune personnelle d'une poignée d'actionnaires. C'est cela le combat communiste. »

En ce qui concerne les prochaines échéances électorales Jean Yves Payet précisait :

« Alors, il faut défendre une politique qui représente les intérêts immédiats et les perspectives des travailleurs dans toutes les circonstances. Dans les luttes elles-mêmes, dans le moindre débrayage, dans les grèves, dans les manifestations. Mais aussi dans les combats politiques que sont les élections. Après les présidentielles, les législatives et les européennes, se profilent les élections municipales. Pour notre part nous là où nous pourrons nous présenter avec votre aide ce sera pour défendre notre politique, celle du camp des travailleurs. »



Les capitalistes responsables de la vie chère

Alors que les représentants patronaux de La Réunion ne cessent de pleurer sur leur sort en déclarant que leurs affaires vont mal et qu'ils sont accablés de charges, une étude de l'Insee vient apporter un démenti formel à cela en annonçant que les entreprises réunionnaises ont vu, entre 2016 et 2017, leurs chiffres d'affaires, mais aussi leur valeur ajoutée et leurs taux de marge aug-

menter de façon significative.

Leur taux de marge a ainsi été porté en moyenne à 29,7 %, avec des pointes à 55,7 % pour les compagnies pétrolières, à 34,4 % pour la grande distribution et à 33,9 % dans la vente de véhicules !

Preuve donc que ce sont bien les entreprises capitalistes qui sont les principales responsables de la vie chère à La Réunion. C'est donc à ces intérêts-là qu'il nous faudra nous attaquer si nous voulons augmenter notre pouvoir d'achat, que ce soit en leur imposant l'augmentation générale des salaires ou la baisse de leurs prix.



Quand capitalistes et préfet travaillent de conserve...

Le nouveau préfet de La Réunion, Jacques Billant, était présent à l'assemblée générale de l'ADIR (l'association patronale pour le développement industriel).

Ayant été interpellé par son président, Daniel Moreau, le patron de Royal Bourbon (production de conserves) qui se plaignait de l'« *affaiblissement du soutien public à l'industrie* », il lui a répondu que « *l'industrie avait été favorisée dans la distribution d'aides sélectives, mais j'ai entendu vos remarques, nous serons attentifs à l'agroalimentaire* » !

Voilà comment les problèmes se règlent en haut lieu. Il suffit aux patrons de siffler pour que le représentant de l'État se mette au garde à vous !

Ça roule pour les patrons !

Les patrons transporteurs réclament des galets à transporter pour la Nouvelle Route du Littoral.

En effet, l'annulation de l'autorisation de l'exploitation de la carrière de Bois Blanc a freiné considérablement l'approvisionnement du chantier qui, aux dires des entreprises réalisant les travaux de la NRL, pourrait même s'arrêter au mois de mars 2020.

En début de ce mois, les dirigeants des organisations patronales la FNTR, FTOI, OTI, CTTR, soutenus par la CFDT-BTP ont demandé à rencontrer le Préfet, la Région, le Conseil départemental pour qu'ils trouvent des solutions, en l'occurrence les 2,6 millions de tonnes de roches qui manqueraient pour finir de construire la digue longue de 2,7 kilomètres.

Le préfet, puis le président de Région Didier Robert, leur ont assuré

qu'ils ne resteront pas sur le bord du chemin et que des roches il y en aura, quitte à continuer à les déterrer dans les champs de cannes.

Ces annonces n'ont pas convaincu ces patrons qui menacent de bloquer les accès au chantier.

Robert fanfaronne en faisant mine d'enjoindre le groupement (Vinci-Bouygues) de « prendre ses responsabilités » et de terminer le chantier dans le cadre financier qui a été fixé. Mais depuis le début, la Région a déjà mis la main au portefeuille pour des « rallonges » de plusieurs dizaines de millions à la demande des capitalistes qui évoquaient des « réajustements nécessaires ». D'autres réclamations de l'ordre de plusieurs centaines de millions font actuellement l'objet de contentieux entre ces patrons voraces et la Région.

Les capitalistes se fichent pas mal



que les travaux avancent dans les délais prévus et encore moins des emplois des travailleurs dont ils prétendent se soucier.

Ce qui leur importe, ce sont les profits qu'ils ramassent à la pelle grâce à cet ouvrage. Et Didier Robert fait tout pour les satisfaire.

NRL : le choix du tout voiture

En 2010, Didier Robert qui a évincé Paul Vergès et le PCR à la tête de la Région avait fait dérailler en même temps le projet du tram-train qualifié de projet de « l'impossible ».

Après avoir promis 2000 bus qui se font toujours attendre, Robert a lancé le chantier de la NRL.

Certes, il devenait urgent de trouver le moyen protéger les automobilistes des dangers liés aux éboulements sur l'actuelle route. Mais cette solution non seulement ne règle en rien les problèmes d'embouteillage sur les routes, mais n'offre aucune autre alternative aux travailleurs que de prendre leurs véhicules pour se déplacer, notamment pour aller travailler.

Outre, le coût exorbitant que re-

présentent pour un travailleur l'achat d'une voiture, son entretien, le carburant, l'assurance, il faut rajouter la fatigue, les risques d'accident, le temps perdu en trajet, etc.

À cela, il faudrait rajouter l'impact néfaste du tout automobile sur l'environnement.

Développer le transport en commun efficace, pas cher, voire gratuit, serait indubitablement plus avantageux pour les classes populaires...Et l'île s'en porterait mieux !

Mais les élus locaux, le gouvernement, prennent leurs décisions en fonction des intérêts des capitalistes et non de ceux des travailleurs.

Pour concevoir une autre organisation de la vie sociale et économique, incluant la question du transport, c'est tout ce système qu'il

faut changer. La seule force qui pourra s'y atteler c'est la capacité du monde du travail à agir collectivement et intelligemment pour satisfaire les besoins du plus grand nombre dans le respect des hommes et de l'environnement.

C'est la tâche historique que doivent accomplir les travailleurs, les jeunes, tous ceux qui sont révoltés par les dégâts bientôt irréversibles de la course au profit capitaliste.

Apavou relaxé par la justice bourgeoise

Après des années de procédures judiciaires, le tribunal correctionnel de Saint-Denis avait à se prononcer sur une citation directe des liquidateurs du groupe immobilier appartenant au capitaliste réunionnais Armand Apavou et du Crédit foncier, son principal financeur, accusés tout deux d'avoir « augmenté de manière frauduleuse le passif ayant mené ledit groupe à la banqueroute » et leur demande de condamner Apavou à 4 ans de prison, avec obligation d'indemniser les victimes, interdiction de toute activité commerciale et de gestion, ainsi que 5 ans d'interdiction

de se présenter pour tout marché public ainsi que d'une amende de 300 000 € à infliger au Crédit foncier pour complicité de banqueroute.

Le tribunal a décidé de relaxer Apavou et la banque au prétexte que les éléments apportés par les liquidateurs n'étaient « pas assez probants ».

Pendant des dizaines d'années, Apavou et sa famille ont accumulé un magot tellement énorme qu'ils ont été classés au 150ème rang des fortunes de France en logeant dans des immeubles mal entretenus 2500 locataires, en exploitant sans vergogne leurs salariés et en ne versant pas leur

dû aux caisses d'assurances sociales.

Pendant des dizaines d'années, ils ont bénéficié de la complicité des élus, des banques et des services de l'État et de sa « justice » qui a pris plus de vingt années pour se prononcer... sur leur relaxe.

Voilà un jugement qui est bien à l'image de cette société de classe où la bourgeoisie peut tout se permettre et en toute impunité.

Bourrage d'urnes

Une pratique dont la discrétion n'est plus assurée comme l'attestent des révélations concernant les opérations de vote aux européennes sur la commune de St Pierre. La faute aux téléphones portables qui sont de vrais mouchards !

Voilà la triste aventure dont est victime le maire candidat à sa propre succession à la prochaine élection municipale, Michel Fontaine.

Aux dernières nouvelles, ce n'est pas bon pour la santé, aussi la question se pose : le jeu en vaut-il la chandelle ?



Les comptes c'est nous qui devons en demander !

Gilbert Annette s'est donné en spectacle dans le rôle de celui qui lave plus blanc que blanc. Il y a été incité par le rapport de la CRC qui l'épingle « pour favoritisme, népotisme, et non-respect des règles en terme de marchés publics », excusez du peu. Et puis en période électorale ça ne peut pas faire de mal de jouer les pénitents blancs.

Ne nous y trompons pas : emplois fictifs, abus en tous genres ne se pra-

tiquent pas qu'à St-Denis. Chaque travailleur, chaque citoyen qui en a connaissance a un premier réflexe compréhensible d'écoeurement. Mais il faut le dépasser et se préparer pour qu'à un moment toute la population mobilisée collectivement pour la défense de ses intérêts y mette fin.

Les gilets jaunes ont montré qu'il est possible de se faire entendre quand on ose revendiquer ses droits. Ce n'est qu'un avant goût de ce que

peuvent réaliser les travailleurs et la population unissant leurs forces dans les entreprises et les quartiers pour échanger et décider démocratiquement de ce qu'il faut imposer aux patrons, aux banques, aux administrations et aux pouvoirs publics.

La crainte que nous inspirerons alors sera bien plus forte que celle engendrée par les remarques de la Cour des Comptes Régionale.

Crise climatique : agir contre le système capitaliste



Samedi 12 octobre des militants pour le climat ont mené une action « pacifique et non-violente » à Saint-Leu. Dans la matinée, ils se sont allongés dans la rue principale du centre-ville pour envoyer « un signal fort » aux dirigeants et sensibiliser la population.

Le mouvement XR (Extinction rébellion), apparu en 2018 en Grande-Bretagne, a organisé durant une semaine diverses actions similaires dans plusieurs pays, dont une devant Wall Street. Ils dénoncent avant tout l'inaction des gouvernements contre la pollution et la dégradation de l'environnement.

Leur colère et leur méfiance à l'égard des gouvernements sont justes. Comme tout un chacun, ces manifestants constatent le décalage entre les paroles doucereuses des

gouvernants et le fait qu'ils laissent les pollueurs agir. Du coup, leur volonté de réagir sans plus attendre, et hors des cadres institutionnels qui ne servent qu'à ronronner, est légitime. D'autant plus qu'au moins formellement ils récuse les idées moralisatrices et accusatrices contre les individus, qui servent avant tout à détourner l'attention des véritables responsables.

Les militants d'Extinction rébellion mettent justement en cause le système capitaliste et ses responsabilités dans la crise climatique. Mais mettre en cause la prétendue société de consommation ou le productivisme empêche de comprendre que la véritable logique du système n'est ni de consommer plus, ni de produire plus, mais de créer davantage de profits, par n'importe quel moyen, y

compris en produisant des marchandises bio ou véganes.

La logique du profit et la propriété privée des moyens de production sont les deux aspects du système qui permettent à des capitalistes d'ouvrir ou de fermer des usines à leur gré, d'utiliser dans leurs usines des produits dangereux, sans même devoir rendre de comptes.

Alors, il y a urgence à agir tout de suite, c'est vrai. La société court à sa perte, c'est vrai. Mais combattre vraiment le système nécessite de se demander comment. Si des actions d'éclat permettent de se faire entendre, elles n'empêchent en rien ceux qui dirigent l'économie de continuer à le faire et à s'approprier le profit provenant du travail de millions de prolétaires à travers le monde, des femmes et des hommes qui, parce qu'ils produisent avec leur tête, leurs bras et leur sueur toutes les richesses du monde, possèdent aussi les moyens de mettre fin à la logique criminelle de l'économie capitaliste. Se soucier de l'avenir de l'humanité, c'est d'abord prendre conscience que seule la révolte consciente de ces millions de prolétaires contre le système qui les exploite peut être porteuse d'avenir. En luttant contre leurs exploiters, ils ont les moyens d'ôter les rênes de l'économie des mains de ces capitalistes irresponsables et de bâtir une économie enfin régie par les besoins de l'humanité, et non par le profit.

Rouen : Lubrizol, pollueur mais pas payeur

Lundi 14 octobre, le préfet de la Seine-Maritime a levé les restrictions qui, dans 112 communes du département et depuis 15 jours, concernaient la collecte du lait et obligeaient les producteurs à jeter le produit de leur traite.

Les résultats des analyses connus depuis vendredi 11 ne montreraient pas, selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES), de dépassement des teneurs maximales réglementaires.

Mais si les vaches peuvent retourner brouter dans les herbages, la consignation n'est pas encore levée pour les œufs, le miel et les légumes.

Les dommages directs causés par l'incendie de Lubrizol sont chiffrés, grosso modo, entre 40 et 50 millions,

comprenant les pertes des agriculteurs et celles des restaurateurs et commerçants d'un centre-ville envahi, au gré des vents, par les odeurs nauséabondes de produits soufrés (mercaptan et hydrogène sulfuré).

Lubrizol ne s'est engagé qu'à participer à la réparation des dégâts, dont il continue à nier la responsabilité. Le montant d'un fonds de 50 millions provisionné par Lubrizol, annoncé par le ministre de l'Agriculture, a été démenti par l'entreprise, dont le chiffre d'affaires est de quelque 7 milliards de dollars.

Il faut obliger la multinationale Lubrizol, propriété du groupe de Warren Buffet, à payer intégralement toutes les conséquences de l'incendie de son usine !



Sites Seveso : complicité de l'État

Après la catastrophe de Lubrizol, à Rouen, la presse a reparlé de ces sites Seveso, des sites dangereux pour les travailleurs comme pour les riverains. Cela d'autant plus, qu'au fil des années, la réglementation concernant la sécurité a été assouplie pour ces sites. Le dernier assouplissement a été la loi dite Essoc, « pour un État au service d'une société de confiance », d'août 2018.

Cette loi permet au préfet d'autoriser une entreprise à faire des travaux sans passer par une autorité environnementale indépendante et

une étude d'impact systématique. Ainsi, la préfecture de Seine-Maritime a donné son feu vert à Lubrizol, en janvier puis en juin 2019, pour deux demandes d'extension de ses capacités de stockage de produits dangereux, sans les soumettre au préalable à une évaluation des risques. La première demande portait sur une augmentation de 1 598 tonnes de produits stockés sur le site, dont 1 436 tonnes de substances inflammables et 36 tonnes à la toxicité aiguë. Celle de juin concernait 240 conteneurs d'une capacité de 4 800

mètres cubes, dont 600 tonnes de substances inflammables et dangereuses pour l'environnement.

Et, trois jours avant l'incendie de Lubrizol, Édouard Philippe annonçait un nouveau chantier de simplification des règles de contrôle des entreprises classées dangereuses pour l'environnement. Le gouvernement Macron se targue d'être un défenseur de l'environnement ; mais, au nom d'allègements de la réglementation, il donne ainsi aux entreprises un permis de polluer, voire de tuer.

Cotisations patronales : cadeau géant

La Cour des comptes a chiffré à 52 milliards d'euros les allègements de cotisations patronales pour la seule année 2018.

Ce chiffre a explosé, quasiment doublé, depuis 2013, du fait des politiques menées par Hollande puis Macron. Hollande avait ouvert les robinets avec le pacte de stabilité et Macron l'avait suivi en transformant le CICE en baisse de cotisations directe pour les entreprises.

Tout cela bien sûr, disaient-ils,

devait relancer les embauches. Mais dans les faits, le patronat a empoché un « fric de dingue » sans embaucher, voire, pire, en continuant à licencier à tour de bras dans tous les secteurs de l'économie.

Mais finalement les Hollande et Macron, et avant eux bien sûr Sarkozy, Chirac ou Mitterrand, ne font que leur travail de serviteurs zélés de la bourgeoisie. Ils sont au service des actionnaires et des patrons, et ceux-ci ne peuvent que se féliciter de leur

travail.



Assassinats à la Préfecture : délire psychiatrique et délire politique

Mickaël Harpon, employé de la Préfecture de police de Paris, a assassiné quatre de ses collègues de travail. Un phénomène qui n'est pas rare dans ce monde malade qui produit des malades. De tels massacres, la chronique judiciaire américaine en est remplie.

Quant aux justifications que les assassins trouvent, elles dépendent beaucoup du contexte social et politique. Aujourd'hui, il n'y a pas à chercher bien loin pour trouver une inspiration dans le djihad prôné par les groupes terroristes islamistes,

comme cela semble avoir été le cas pour Harpon.

Réciproquement, l'occasion a été toute trouvée pour des politiciens à la Macron-Philippe, et pour bien d'autres, de reprendre les thèmes sécuritaires « anti-terroristes », de flatter la police, de se donner le beau rôle, d'appeler à l'unité de la nation contre « l'hydre islamiste » et de demander à chacun de surveiller de son voisin. Macron et les autres ne pouvaient laisser passer une telle occasion de se donner l'image de combattant de la civilisation contre la

barbarie même si leur politique est la première responsable du chaos et des interventions militaires qui ont produit le terrorisme.

Le délire sécuritaire n'empêchera évidemment aucun malade de se transformer en assassin. Il contribuera en revanche à diviser la population, à jeter la suspicion sur les musulmans et, en définitive, à renforcer les idées intégristes des uns et réactionnaires des autres.

Affaire Karachi : sous-marins, attentat et argent sale

Depuis le 7 octobre, trois des responsables de la campagne présidentielle d'Édouard Balladur de 1995, et de deux intermédiaires financiers, sont jugés dans le cadre de l'affaire des sous-marins de Karachi.

La DCN, arsenal militaire français, avait conclu en 1994, sous l'égide du Premier ministre Balladur, avec l'accord du président Mitterrand, un contrat d'armement pour quatre milliards d'euros. Il s'agissait de sous-marins pour le Pakistan et de frégates pour l'Arabie saoudite. Comme de coutume, les marchands de canons avaient su graisser les pattes qu'il fallait, utilisant des intermédiaires qui se retrouvent aujourd'hui accusés.

Comme de coutume également, une partie des dessous-de-table versés aux généraux acheteurs devait revenir aux politiciens français qui avaient facilité la transaction, en l'occurrence, l'équipe Balladur. Mais Balladur ayant perdu l'élection, le versement des pots de vin fut interrompu.

Sept ans après, le 8 mai 2002, quatorze travailleurs de la DCN employés à la maintenance de ces sous-marins à Karachi, laissèrent la vie dans un attentat. Après bien des péripéties et bien des difficultés, un juge a commencé à faire le rapport entre la vente des sous-marins, la trésorerie

de campagne de Balladur, l'interruption des versements et la vengeance des généraux lésés, par voie d'attentat à la bombe.

Pourtant l'État, du moins le Conseil constitutionnel, savait depuis toujours que les comptes de Balladur étaient véreux. Mais il a fallu attendre quinze ans pour que son président d'alors, le socialiste Dumas, finisse par lâcher la vérité. Et d'expliquer qu'il avait ainsi sauvé la république, puisque invalider les comptes de Balladur aurait été invalider l'élection et donc ouvrir une crise de régime.

Pour l'instant seuls les seconds couteaux comparaissent. Balladur et Léotard seront jugés plus tard, par la juridiction propre aux ministres, même lorsqu'ils sont retirés de la vie politique depuis deux décennies. Les patrons de DCN comme ceux de ses sous-traitants, comme Thales et MBDA, qui ont bien profité de ces contrats, ne seront pas inquiétés du tout. Quand on s'enrichit en vendant des armes, ce n'est pas la mort de quatorze travailleurs et encore moins les manœuvres de politiciens véreux qui risquent de vous empêcher de dormir.



Migrants : une situation scandaleuse

Le 7 octobre, alors que les députés se prêtaient au débat parlementaire sur l'immigration, des marins italiens repêchaient treize corps au large de Lampedusa.

Ces treize femmes, originaires d'Afrique de l'Est, rejoignent les milliers, voire les dizaines de milliers d'autres noyés depuis dix ans en Méditerranée en tentant de fuir la misère.

Seule une infime minorité de ces migrants, qui parviennent en France au risque de leur vie, sont traités décemment. Les autres s'entassent dans des squats ou des campements de fortune, attendant d'hypothétiques

papiers ou un moyen d'aller plus loin, luttant chaque jour pour vivre et, avant tout, pour trouver à travailler.

Dans l'agglomération de Nantes, cinq à huit cents migrants, y compris des familles avec enfants, s'entassaient dans un gymnase. Il a fallu la mort de l'un d'entre eux pour que le préfet intervienne, le 8 octobre, c'est-à-dire qu'il fasse évacuer... À Paris, autour de la portion nord-est du boulevard périphérique, un véritable bidonville s'est construit, abritant bien mal 2 500 ou 3 000 malheureux, attendant que la police vienne les déloger, comme elle l'a

fait plusieurs fois.

Macron et son chœur parlementaire complice péorent, les migrants meurent en Méditerranée et crèvent de misère sous les ponts d'autoroute. Il y aurait pourtant suffisamment de bâtiments pour loger immédiatement tous ceux qui sont dans la rue, migrants compris, quitte à réquisitionner. C'est une urgence, l'hiver venant. Mais la moindre mesure d'humanité se heurte dans cette société au droit sacro-saint de la propriété privée, à l'État qui le défend et à la démagogie de politiciens sans scrupules.

DANS LES ENTREPRISES

Victoire des postiers grévistes de l'Est



L'obstination de la directrice de la Poste à vouloir imposer des tournées de travail plus longues aux facteurs de la plate forme des Eaux Vives de Saint-André et son refus de tenir compte de leurs objections et de leur opposition à cette dégradation de leurs conditions de travail a eu pour effet de déclencher une grève qui a mobilisé 90 % de ces travailleurs.

Les causes de la grève sont à chercher dans le refus de la direction de remplacer plusieurs facteurs partis à la retraite ou mutés dans d'autres services. Au lieu de cela, la direction de la Poste a voulu imposer aux fac-

teurs restant à travailler une modification de leurs horaires de travail consistant à instaurer une pause repas de trois quart d'heures non payée et à reculer la fin de leur journée de travail en fin d'après-midi alors qu'ils travaillaient en journée continue auparavant.

La direction de la Poste a aussi eu recours à l'emploi d'intérimaires ou de jeunes en contrats pro pour compenser l'insuffisance des effectifs face à la charge de travail qui ne diminue pas, contrairement à ce qu'elle ose affirmer.

Cette politique de réduction des

effectifs permanents des facteurs a débouché sur leur épuisement et leur insécurité au travail dans la mesure où la direction leur a aussi imposé d'effectuer la distribution du courrier à moto plutôt qu'en voitures.

La mobilisation massive des facteurs et la menace d'extension de la grève à d'autres secteurs de distribution ont forcé la direction à reculer. Après une semaine de grève, elle signait un protocole de fin de grève avec les postiers entérinant l'embauche de 3 CDI à Saint-Benoît, de 2 CDI à Saint-André, de 8 intérimaires, en attendant qu'une étude de charge de travail soit effectuée, dont les grévistes demandent l'intégration à terme dans les effectifs, l'affichage des plannings de travail un mois à l'avance et l'abandon des motos pour les tournées au profit des voitures. Les grévistes ont obtenu que seuls deux jours de grève sur 8 soient retenus sur leurs salaires et que cela soit étalé sur trois mois.

Ils ont repris la tête haute face à une direction qui a dû en rabattre.

Ils peuvent aussi être fiers d'avoir permis à une quinzaine de chômeurs de retrouver un travail et un salaire !

Les capitalistes d'Holcim menacent l'emploi à La Réunion

Holcim Réunion, après 50 années de bonnes affaires réalisées dans l'île, vient d'annoncer la fin de sa production de granulats et la suppression début 2020 d'un tiers de ses effectifs à La Réunion (43 postes sur 151) au prétexte qu'avec le manque de carrières il rencontrerait des difficultés pour produire les granulats dont ont besoin les chantiers du BTP.

Holcim justifie froidement sa

décision dans un communiqué déclarant que « *Ce nouveau projet d'entreprise est nécessaire pour retrouver la voie de la performance* ».

Entendez par là que ce groupe capitaliste entend ainsi maintenir ses profits malgré les difficultés techniques qu'il rencontre temporairement en faisant payer la note à ses travailleurs en les privant de leurs emplois et de leur salaire.

Le premier cimentier mondial Lafarge Holcim, qui a fait 2 milliards d'euros de profits l'an dernier, utilise la planète comme un terrain de jeu où faire des profits. Pour les travailleurs un emploi, un salaire c'est vital. C'est pourquoi il faudra bien imposer par tous les moyens de la lutte collective que la vie des travailleurs passe avant les profits capitalistes !

DANS LE MONDE

HAÏTI

Colère contre le pouvoir

Depuis plusieurs semaines, des manifestations populaires importantes réclament le départ du président d'Haïti, Jovenel Moïse. En particulier, vendredi 27 septembre, les Haïtiens étaient des milliers à protester dans les rues de la capitale Port-au-Prince pour exprimer une nouvelle fois leur colère. Nos camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI) décrivent les événements dans leur journal *La Voix des travailleurs*.

« Ce sont les classes exploitées, comme les chauffeurs de taxi moto, les jeunes déshérités des quartiers pauvres, qui ont débuté cette colère le lundi 17 septembre, pour protester contre les manœuvres du gouvernement et des importateurs des produits pétroliers. Devant l'exaspération et l'aggravation des conditions de vie provoquée par cette rareté artificielle, le mouvement s'est étendu à plusieurs villes de province.

Quand, dans la foulée de cette fronde générale, l'opposition a appelé à manifester contre le gouvernement le vendredi 20 septembre, beaucoup parmi les masses exploitées n'ont pas boudé l'appel. Nombreux, ils sont descendus dans les rues pour crier

leur colère contre ce régime corrompu dont ils demandent la démission.

Mais, dans les médias, ce ne sont pas les jeunes des bidonvilles qui, pris à partie par la police, sont montrés. Les revendications qu'on entend ne sont pas celles concernant les mauvaises conditions d'existence de la classe ouvrière et des masses exploitées, mais plutôt presque exclusivement celles des politiciens de l'opposition. Ces politiciens bourgeois opportunistes, tout en participant à ces luttes, veulent en prendre la direction pour arriver au

pouvoir.

Les travailleurs et tous ceux qui se revendiquent de leur camp doivent savoir que ces politiciens sont là pour profiter de leurs combats pour prendre le pouvoir avant de retourner leurs fusils contre eux, une fois au timon des affaires.

Les luttes de la classe ouvrière et de la grande majorité des exploités leur serviront totalement le jour où elles se donneront les moyens de les penser, de les préparer, puis de les diriger avec l'aide de leur propre parti, le parti des travailleurs révolutionnaires. »



Flickr.com

L'eau ou les profits ?

Les travailleurs du SIEAM, (syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte) ont fait grève et manifesté mardi 15 à l'appel des syndicats FO et CGT Ma. Ils entendent protester contre la privatisation au profit de Vinci (SMAE) qui fait peser le spectre de perte d'emploi et de conditions de travail dégradées.

Depuis des années la question de

l'eau est au premier rang des préoccupations de la population qui a pu manifester à plusieurs reprises « contre les coupures d'eau et les incapables ».

C'est que l'argent public coule à flots vers des objectifs qui sont loin de la satisfaction des besoins.

Travailleurs de l'assainissement et de l'eau comme la population mahoro-

raise ont bien raison de manifester leur défiance et leur colère.

Il leur reste à imposer que l'argent public aille réellement au service public.

L'eau, comme les conditions d'existence, est une question trop sérieuse pour être laissée aux mains des profiteurs capitalistes et politiques à leur service.

Eau potable : un luxe et bientôt... un rêve !

À Mayotte au moins un tiers de la population n'est toujours pas raccordée à l'eau au robinet : certains s'approvisionnent sur des bornes fontaine (installées après une épidémie de choléra il y a quelques années), d'autres dans des rivières ou des puits. Selon une experte, dans un quartier de Tsoundzou, commune de Mamoudzou, les gens puisent dans une rivière pleine de déchets : ils sont tous malades ! En fait, quelle que soit la source d'approvisionnement une grande partie des habitants se plaint fréquemment de nuisances plus ou moins graves : maux de ventre, vomissements ou diarrhées.

L'Agence régionale de Santé se contente d'assurer qu'au vu des prélèvements effectués, l'eau du robinet et des bornes fontaines (60 seulement en état de marche sur 100) est de bonne qualité.

Pour ceux qui sont connectés au réseau, les coupures sont très fréquentes. Elles peuvent parfois durer des mois. Ainsi, pendant l'hiver 2016/2017, une partie des habitants n'a eu accès à l'eau potable au robi-

net qu'un jour sur trois. Actuellement, la production est au maximum. Les deux retenues collinaires de Dzoumogné et de Combani sont en train d'être vidées. Conséquence : le distributeur SMAE, filiale de Vinci, procède déjà à des coupures par endroits et cela ne va pas s'arranger, s'il ne pleut pas en forte quantité très prochainement.

Après les coupures de 2016/2017, les autorités, jamais avares de belles promesses, avaient prévu, dans leur « plan d'urgence eau », de construire une troisième retenue collinaire, d'ouvrir une nouvelle usine de désalinisation, de relier les réseaux du Nord et du Sud et de réhabiliter quatre forages. Cela n'a toujours pas été fait. Et ce alors que la consommation d'eau augmente tous les ans.

À Mayotte, l'eau est une machine à profit pour une grande multinationale, qui exploite les travailleurs mahorais et facture l'eau beaucoup plus cher que partout ailleurs en « France ».

En attendant c'est la population qui paie l'incurie manifeste des pou-

voirs publics et ce sont les actionnaires de Vinci qui empochent.

C'est ça le capitalisme pourrisant.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org